

Brochure n° 3315

Convention collective

IDCC : 2344. – **SIDÉRURGIE**

AVENANT DU 12 DÉCEMBRE 2008

À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : *ASET0950049M*

IDCC : *2344*

Le GESIM et les organisations syndicales CFE-CGC, CFDT, CFTC, CGT-FO et CGT se sont réunis le 21 octobre 2008 pour examiner les adaptations des textes nécessaires à la mise à jour de la convention collective de la sidérurgie par rapport à la réglementation légale et conventionnelle en vigueur.

A la suite de quoi, les signataires précités sont convenus des dispositions suivantes :

Modification des clauses communes

Article 1^{er}

Champ d'application

Au 1^{er} alinéa, « la section 2 du chapitre II du titre III du livre I^{er} du code du travail » est remplacé par « la section 2 du chapitre II du titre III du livre II de la 2^e partie du code du travail ».

Article 2

Adhésion

Au 1^{er} alinéa, « l'article L. 132-9 » est remplacé par « l'article L. 2261-3 ».

Article 8

Dépôt de la convention

Les termes « des articles L. 132-1 et suivants » sont remplacés par « des articles L. 2221-2 et suivants ».

Les termes « l'article L. 132-10 » sont remplacés par « l'article L. 2231-6 ».

Article 9

Exercice du droit syndical

Au 1^{er} alinéa, « livre IV du titre I^{er} du code du travail » est remplacé par « livre I^{er} de la 2^e partie du code du travail ».

Article 10

Communication des représentants du personnel

A l'alinéa 3, « de l'article L. 412-8 » est remplacé par « des articles L. 2142-3, L. 2142-4 et L. 2142-5 ».

Article 11

Elections

A l'alinéa 3, « aux articles L. 423-2 et L. 433-2 » est remplacé par « aux articles L. 2314-8 et L. 2324-11 » ; « des articles L. 423-3 et L. 433-2 » est remplacé par « des articles L. 2314-10 et L. 2324-11 ».

Article 12

Comité d'entreprise

Au 2^e alinéa, « de l'article L. 434-8 » est remplacé par « de l'article L. 2325-43 ».

Article 13

Nombre de délégués du personnel

Au 1^{er} alinéa, « du livre IV du titre II du code du travail » est remplacé par « du titre I^{er} du livre III de la 2^e partie du code du travail ».

Article 15

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Au 1^{er} alinéa, « l'article L. 236-2 » est remplacé par « l'article L. 4612-1 ».

Au 2^e alinéa, « l'article L. 236-6 » est remplacé par « l'article L. 4613-4 ».

Au dernier alinéa, « l'article L. 434-10 » est remplacé par « l'article L. 2325-44 ».

Article 16

Formation économique, sociale et syndicale

Au 1^{er} alinéa, « à l'article L. 451-1 » est remplacé par « aux articles L. 3142-7 à L. 3142-11, L. 2145-1 et R. 3142-1 ».

Au dernier alinéa, « l'article L. 434-10 » est remplacé par « l'article L. 2325-44 ».

Modification de l'avenant « Mensuels »

Article 2

Recrutement

A l'avant-dernier alinéa, « l'article L. 123-1 » est remplacé par « les articles L. 1142-1 et L. 1142-2 ».

Au dernier alinéa, « l'article R. 241-50 » est remplacé par « les articles R. 4624-19 et R. 4624-20 ».

Article 4

Période d'essai du contrat de travail à durée indéterminée

Nouvelle rédaction de l'article 4 :

« Le contrat de travail à durée indéterminée peut comporter une période d'essai dont la durée maximale est :

- 2 mois pour les ouvriers et les employés ;
- 3 mois pour les agents de maîtrise et les techniciens.

La période d'essai permet à l'employeur d'évaluer les compétences du salarié dans son travail, notamment au regard de son expérience, et au salarié d'apprécier si les fonctions occupées lui conviennent.

La période d'essai commence à courir dès le premier jour de la relation contractuelle, même si celle-ci débute par une période de formation.

La période d'essai ne se présume pas. Elle est expressément stipulée dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail

En cas d'embauche dans l'entreprise à l'issue du stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études, la durée de ce stage est déduite de la période d'essai, sans que cela ait pour effet de réduire cette dernière de plus de la moitié, sauf accord collectif prévoyant des stipulations plus favorables.

Lorsqu'il est mis fin, par l'employeur, au contrat en cours ou au terme de la période d'essai définie ci-dessus, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence.

La période d'essai ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours.

La partie qui ne respecte pas le délai de prévenance doit à l'autre une indemnité égale à la rémunération correspondant à la durée du délai de prévenance.

Lorsque l'initiative de la rupture est le fait de l'employeur et intervient pendant la deuxième moitié de la période d'essai, le salarié concerné peut, pendant la durée du délai de prévenance restant à courir, s'absenter chaque jour ouvrable pendant 2 heures pour rechercher un nouvel emploi dans la limite de 12 heures. Ces heures d'absence pour recherche d'emploi sont à utiliser après entente entre les parties. A la demande du salarié, ces heures peuvent être regroupées. Le salarié ayant trouvé un nouvel emploi ne peut se prévaloir des présentes dispositions.

Les heures pour recherche d'emploi ne donnent pas lieu à réduction de la rémunération. Dans le cas où elles n'auraient pas été utilisées, aucune indemnité ne serait due de ce fait, sauf si ces heures pour recherche d'emploi n'ont pu être prises, sur demande de l'employeur, en accord avec le salarié.

En cas de suspension du travail pour cause de maladie, d'accident de travail ou de trajet ou encore de congés pour événements familiaux impliquant une interruption de la période d'essai, celle-ci reprend après la guérison ou le retour du salarié et est prolongée d'autant.

Dès le commencement de la période d'essai, le salarié doit obligatoirement recevoir une formation à la sécurité, y compris dans ses composantes environnement et santé, destinée à lui permettre de maîtriser les risques éventuels inhérents à son poste de travail et à lui faire adopter un comportement de travail en sécurité.

Le comportement sécurité du nouvel embauché fait partie du contenu de la période d'essai. »

Article 6

Absences

Au dernier alinéa, « des articles L. 122-24-5 et suivants » est remplacé par « des articles L. 3142-65 et suivants ».

Article 8

Congé de maternité et d'adoption

A l'avant-dernier alinéa, « l'article L. 122-25-5-2 » est remplacé par « les articles L. 1225-12 à L. 1225-15 ».

Article 9

Suppression d'emploi

Au dernier alinéa, « l'article L. 321-14 » est remplacé par « l'article L. 1233-45 ».

Article 11

Indemnité de licenciement

Les 2 premiers alinéas sont modifiés de la façon suivante :

« Il est attribué au salarié licencié, sauf en cas de force majeure ou de faute grave ou lourde, une indemnité de licenciement distincte de l'indemnité de préavis, tenant compte de son ancienneté dans l'entreprise et calculée de la façon suivante :

- jusqu'à 16 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 1/4 de mois par année d'ancienneté ;
- au-delà de 16 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 1/4 de mois par année d'ancienneté plus 1/12 de mois par année d'ancienneté acquise au-delà de 16 ans.

Cette indemnité est versée au salarié ayant acquis une ancienneté d'au moins 1 année accomplie, appréciée à la fin du préavis. »

A l'avant-dernier alinéa, « l'article L. 212-4-5 » est remplacé par « les articles L. 3123-10 à L. 3123-13 ».

Article 14

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Au 2^e alinéa, « l'article L. 132-27 » est remplacé par « les articles L. 2242-1 à L. 2242-5 ».

Au 3^e alinéa, « l'article L. 123-1 » est remplacé par « les articles L. 1142-1 et L. 1142-2 ».

Article 16

Secret professionnel

Au 2^e alinéa, « l'article L. 152-7 » est remplacé par « l'article L. 1227-1 ».

Article 35

Astreintes

Au 1^{er} alinéa, « l'article L. 212-4 *bis* » est remplacé par « l'article L. 3121-5 ».

Article 38

Indemnité d'éloignement

Il est ajouté un 1^{er} alinéa :

« En cas d'adoption de dispositions légales nouvelles ayant le même objet que les dispositions du présent article, celles-ci ne pourront se substituer à ces dernières, sauf si elles sont plus favorables, mais ne pourront en aucun cas se cumuler. »

Article 44

Congé des jeunes mères de famille

Les termes « l'article L. 223-5 » sont remplacés par « l'article L. 3141-9 ».

Article 45

Congé de présence parentale

Les termes « l'article L. 122-28-9 » sont remplacés par « l'article L. 1225-62 ».

Dépôt

Le présent avenant est signé, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes et pour dépôt à la direction des relations du travail et au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 12 décembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

GESIM.

Syndicats de salariés :

FM CFE-CGC ;

FCM FO ;

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC.

